

**Débat de politique départementale à l'initiative
du groupe des élus de la gauche combative, communiste et républicaine :**

**« Pour un plan d'accompagnement d'urgence départementale aux citoyens en
Seine-Maritime » (AUDACES) / Un bouclier social pour les habitants »**

Intervention de Nicolas LANGLOIS

Monsieur le Président, chers collègues,

La situation est grave.

Nous souhaitons aujourd'hui mettre le pouvoir d'achat au coeur de notre débat de politique départementale.

Face à la vie chère, nous avons la responsabilité d'élaborer un bouclier contre la vie chère au sein de notre assemblée départementale.

C'est le sujet d'inquiétude numéro un en ce moment.

La vie est devenue trop chère. Et pour beaucoup, ça ne passe plus. Pour beaucoup, c'est invivable.

C'est concret, c'est quotidien et cela s'impose à nous toutes et tous.

Si elle concerne tout le monde, la hausse des prix touche tout le monde, la vie chère touche les habitants de notre Seine-Maritime de manière différente.

La vie chère frappe plus durement les salariés qui sont contraints de prendre leur voiture tous les jours pour aller au travail.

Le plein de carburant frôle les 100 euros, le gasoil les 120 euros.

La vie chère aggrave la pauvreté grandissante des jeunes qui comptent chaque euro, qui sautaient déjà des repas.

Qu'ils soient salariés, précaires, étudiants, ou apprentis.

La vie chère marginalise un peu plus les parents « solo » qui doivent arbitrer chaque dépense en permanence : payer la cantine ou son propre repas, l'activité du gamin ou changer les pneus du véhicule, des chaussures à la taille du dernier ou changer les lunettes de la plus grande.

Elle vient percuter les aînés qui n'appartiennent pas à une génération dorée après une vie de travail, retraités qui sont souvent des veuves, et qui souvenez-vous, ont déjà subi la suppression de la demi-part fiscale.

Les prix alimentaires ont augmenté d'environ 22 % depuis 2021, selon l'INSEE.

Les différentes Loi Egalim n'ont pas réglé le problème, loin de là :

Les producteurs ne sont pas assez rémunérés.

Les productions vertueuses ne sont pas reconnues par des prix rémunérateurs.

Le consommateur, lui, paie toujours plus cher.

Sur les carburants, le constat est le même.

Quand le shérif de Washington déclenche une guerre en Iran, quand le tsar du Kremlin décide d'envahir l'Ukraine, les conséquences planétaires ont des répercussions graves sur notre économie et notre industrie, sur les petits aussi, les artisans, les pêcheurs, les livreurs, etc. De nombreux salariés sont déjà en chômage technique ou ont perdu leur emploi.

Au bout, ce sont les habitants qui en paient le prix, ici, à la pompe.

En un an, le fioul et le gazole ont grimpé jusqu'à 44 %.

Et à la mi-mars, en l'espace de quelques jours, une nouvelle flambée de plus de 10 % est venue frapper de plein fouet le quotidien.

Et dans le même temps, les dépenses contraintes continuent de progresser, notamment pour se soigner, avec des mutuelles en hausse de 2,5 % à 9 % en 2026.

Et dans un département comme le nôtre, où 15 % des habitants vivent sous le seuil de pauvreté, les conséquences sont encore plus fortes.

Derrière les guerres, il y a toujours eu, il y a encore aujourd'hui, des spéculateurs et des profiteurs de guerre.

Le profit n'a pour certains aucune morale.

En mars 2026, Total a réalisé 1 milliard de bénéfices parce que l'entreprise a parié sur la flambée des prix.

A l'autre bout de la planète, ils meurent sous les bombes.

A la bourse, ils parient.

Ici-bas, on trinque, et on paie.

Ce n'est pas ici que nous allons décider de bloquer les prix pour mettre fin à la spéculation et avoir des prix justes.

Ce n'est pas ici non plus que nous déciderons de baisser la TVA à 5,5% sur l'énergie car il est scandaleux que le Gouvernement mise sur des recettes fiscales supplémentaires sur le dos des Français.

MAIS ici, nous pouvons affirmer qu'il y a besoin de bloquer les prix et baisser la TVA. D'indexer les salaires sur l'inflation. Ou de construire un grand service public de l'énergie.

Une assemblée comme la nôtre doit redonner des urgences qui traversent la société française.

ET ce n'est pas parce que les causes sont globales que nous devons renoncer à agir localement.

Chers collègues, face à cela, nous avons une responsabilité : celle d'agir, celle d'être aux côtés des habitants qui en ont besoin dans l'urgence.

Parce que ce n'est pas une fatalité. Parce que, à notre échelle, nous pouvons faire des choix et apporter des réponses concrètes pour améliorer la vie.

Nous, élus du groupe de la Gauche combative, communiste et républicaine, nous vous proposons d'agir et de protéger la dignité et le pouvoir d'achat dès aujourd'hui.

Nous sommes la collectivité des solidarités, nous vous proposons de mettre en place un bouclier départemental contre la vie chère.

Pour être efficace et juste, il doit selon nous s'adresser en priorité aux jeunes, aux parents solos, aux salariés et retraités modestes.

Pour le financer, notre Département peut anticiper les recettes de TVA supplémentaires dues à l'explosion des prix, et les recettes supplémentaires issues des taxes sur l'électricité (2 millions de plus au budget 2026, et sûrement plus en 2027).

- Pour les jeunes, le pass départemental doit être rétabli à 100 euros pour le sport, la culture et les études. Parce qu'on ne doit pas renoncer à se former, à pratiquer, à s'ouvrir aux autres, faute de moyens.
- Pour les collégiens, leurs familles, pour soutenir le budget des plus modestes, nous pouvons rétablir les bourses supprimées il y a quelques années.
- Contre la précarité alimentaire, pour les familles, le Département peut agir rapidement en mettant en place une tarification progressive des tarifs de cantine, jusqu'à la gratuité pour les familles les plus fragiles.
- Toujours contre la précarité alimentaire, notre département pourrait se fixer l'objectif de tripler le budget alloué aux épiceries solidaires et associations qui œuvrent dans les solidarités alimentaires en proposant aux grandes entreprises présentes en 76 d'abonder l'augmentation du budget départemental. Total aurait par exemple les moyens de participer.
- Pour les parents solo, un soutien renforcé par le biais d'un bonus solidaire avec des prestations sociales augmentées d'1/3, et des tarifs d'accès aux services départementaux réduits d'1/3.
- Parce que la charge qui repose sur eux est déjà considérable. Parce que bien souvent, ce sont des mamans solos qui bossent et dont le reste à vivre est proche de 0 voir négatif.
- Pour les familles, pour les salariés modestes, élargissons les conditions d'accès au FSL au niveau du SMIC comme nous l'avons déjà proposé afin qu'un plus grand nombre d'habitants soient accompagnés.
- Et pour toutes et tous, une aide aux vacances, avec un soutien renforcé pour celles et ceux qui en ont le plus besoin sur notre territoire, en nous appuyant sur les associations, les centres sociaux, les communes et com' com' qui organisent ces départs, en lien avec l'ANCV, l'association nationale des chèques vacances.

Parce que le droit au repos ne doit pas dépendre des moyens. Au contraire, c'est dans ces moments-là qu'il faut respirer et prendre l'air.

Ce que nous proposons ici, ce n'est pas qu'une simple série de dispositifs, c'est un choix politique.

Celui d'accompagner, de protéger, d'aider. Celui de ne laisser personne de côté. C'est une conception exigeante de la solidarité. Une exigence de justice sociale qui doit se traduire concrètement dans nos politiques publiques.

Ce bouclier, ce n'est pas un effet d'annonce. C'est une réponse concrète que nous devons aux habitants. Ce bouclier doit être un engagement : Dans ce département, en Seine-Maritime nous protégeons.

Parce que oui, à notre échelle, nous pouvons lutter concrètement contre la vie chère. Nous pouvons protéger, nous devons construire de nouvelles sécurités humaines.

Aujourd'hui, chacun ici est face à ses responsabilités.

On peut considérer que cela ne relève pas de notre rôle, ou on peut décider d'agir. Mais une chose est sûre : nous ne pourrons pas dire que nous ne savions pas. Nous savons ce que vivent les habitants. Et nous savons ce que nous pouvons faire.